

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	65	15

N° de la séance : 06

Objet de la délibération : Service
Juridique - Débat et délibération sur
l'élaboration d'un Pacte de gouvernance
entre la CASA et ses communes membres

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : CC.2020.210

Date de la convocation :

Le 10/11/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **26 NOV. 2020**

de la réception s/Préfecture
en date du

- 1 DEC. 2020

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 16 novembre 2020

L'an deux mil vingt et le 16 novembre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de novembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Marc BORIOSI, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN, Céline LAMBIN, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Alain BERNARD, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Christian LATY à Claire BAES, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Christophe FONCK à Marion MUSSO, Françoise THOMEL à Jacques GENTE, Valérie ROLLAND à Jean-Bernard MION, Hassan EL JAZOULI à Anne-Marie BOUSQUET

ABSENTS :

Alexis ARGENTI, Marie-Rose BENASSAYAG, Thérèse DARTOIS, Denis FERRER, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Laurent CHARTIER, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

VU la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique et notamment son article 1^{er} ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment l'article L. 5211-11-2 ;

Considérant que l'article 1er de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique instaure, dans un nouvel article L. 5211-11-2 du CGCT, à la suite de chaque renouvellement général un débat obligatoire dans chaque Etablissement Public de Coopération intercommunale sur l'opportunité d'élaborer un pacte de gouvernance entre les communes membres et l'établissement public ;

Considérant que si l'organe délibérant le décide, le pacte de gouvernance est élaboré dans un délai de 9 mois à compter du renouvellement général, après avis des conseils municipaux des communes membres, rendu dans un délai de 2 mois après la transmission du projet de pacte ;

Considérant que l'article L.5211-11-2 II du CGCT issu de la loi relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique n'indique qu'un contenu facultatif au pacte de gouvernance, qui peut prévoir :

« 1° Les conditions dans lesquelles sont mises en œuvre les dispositions de l'article L. 5211-57 ;

« 2° Les conditions dans lesquelles le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut proposer de réunir la conférence des maires pour avis sur des sujets d'intérêt communautaire ;

« 3° Les conditions dans lesquelles l'établissement public peut, par convention, confier la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs de ses communes membres ;

« 4° La création de commissions spécialisées associant les maires. Le pacte détermine alors leur organisation, leur fonctionnement et leurs missions. Le pacte fixe, le cas échéant, les modalités de fonctionnement des commissions prévues à l'article L. 5211-40-1 ;

« 5° La création de conférences territoriales des maires, selon des périmètres géographiques et des périmètres de compétences qu'il détermine. Les conférences territoriales des maires peuvent être consultées lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Les modalités de fonctionnement des conférences territoriales des maires sont déterminées par le règlement intérieur de l'organe délibérant de l'établissement public ;

« 6° Les conditions dans lesquelles le président de l'établissement public peut déléguer au maire d'une commune membre l'engagement de certaines dépenses d'entretien courant d'infrastructures ou de bâtiments communautaires. Dans ce cas, le pacte fixe également les conditions dans lesquelles le maire dispose d'une autorité fonctionnelle sur les services de l'établissement public, dans le cadre d'une convention de mise à disposition de services ;

« 7° Les orientations en matière de mutualisation de services entre les services de l'établissement public et ceux des communes membres afin d'assurer une meilleure organisation des services ;

« 8° Les objectifs à poursuivre en matière d'égalité de représentation des femmes et des hommes au sein des organes de gouvernance et des commissions de l'établissement public ; »

Considérant le débat ayant eu lieu au sein de l'assemblée communautaire sur l'élaboration d'un Pacte de Gouvernance ;

Il est donc proposé au Conseil Communautaire de prendre acte de la tenue du débat sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et ses communes membres.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE :

- **PREND ACTE** de la tenue du débat sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et ses communes membres ;
- **DECIDE** de procéder à l'élaboration de ce pacte de gouvernance.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 16 novembre 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 16/11/2020
Numéro : CC_2020_210
Nature : DE - Deliberations
Objet : Débat et délibération sur l'élaboration d'un Pacte de gouvernance entre la CASA et ses communes membres
Matière : 5.7 - Intercommunalite
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : OFp2PiX

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 01/12/2020
Identifiant : 006-240600585-20201116-CC_2020_210-DE

Acte reçu

Date : 16/11/2020
Numéro interne : CC_2020_210
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 7
Objet : DÃ©bat et dÃ©libÃ©ration sur l'Ã©laboration d'un Pacte de gouvernance entre la CASA et ses communes membres
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20201116-CC_2020_210-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0

N